

## BRESIL : UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT ?

### Compte-rendu du séminaire

Par Gérard Fuchs<sup>1</sup>

La Fondation Perseu Abramo, créée par le Parti des Travailleurs en 1996, est le correspondant de la Fondation Jean-Jaurès au Brésil et représente un élément important de notre réseau « pays émergents ». Les relations avec elle sont étroites et, lorsque la direction du PT lui a demandé d'organiser un séminaire ambitieux : « Bilan de deux mandats présidentiels, perspectives et défis pour le prochain », c'est vers la Fondation Jean-Jaurès qu'elle s'est tournée pour apporter le regard extérieur qu'elle recherchait.

C'est donc avec la plus grande curiosité politique que je m'envolais le 6 juin vers Sao Paulo, que je ne connaissais pas, avec le double rôle de parler de la crise en Europe mais aussi d'intervenir dans un esprit de comparaison d'expérience quand je le jugerai pertinent.

Sao Paulo, treize millions d'habitants, dix neuf avec son agglomération, offre un raccourci saisissant du Brésil : avec son centre ville voué aux affaires, cercle de dix kilomètres de diamètre formé de gratte ciels enserrant quelques rares bâtiments d'époque portugaise, et sa périphérie ressemblant à des friches industrielles de Seine-Saint-Denis entourées de *favelas* bien locales, toute la grandeur et la misère du pays apparaissent, comme aussi ses avancées et ses problèmes.

Ma première impression du séminaire conforte celle qui avait été la mienne à la réception du programme : le PT, bien que devenu parti de gouvernement depuis l'élection de Lula en 2002, est resté extraordinairement branché sur la société. Sont représentés à haut niveau les partis alliés avec lesquels il gouverne bien sûr, puisqu'il est très loin d'avoir la majorité au Parlement (91 députés sur 513 !) ; mais aussi des organisations de toute nature de la société civile : on trouve pêle-mêle aussi bien le président de la Centrale unique des travailleurs (la CUT), celui de l'Union nationale des étudiants, un vice-président du Mouvement des Sans-Terre (MST), que des animateurs d'organisations de femmes ou d'associations s'occupant de problèmes d'éducation ou de santé, le tout visiblement en bonne habitude de travailler ensemble et de s'invectiver le cas échéant en toute sympathie : cela fait rêver !

Concernant le bilan, trois notes ont dominé le séminaire.

La première note indiscutablement est une note de fierté. Les deux premières années du gouvernement de Lula ont été extraordinairement difficiles : le pays était étranglé par sa dette, extérieure et intérieure, et s'est trouvé obligé de consentir sans trop de marge aux orientations données par la Banque mondiale et le FMI. Le tempo choisi a cependant permis ensuite de lancer le véritable programme du PT, permettant une réélection de Lula qui n'aurait sans doute pas été évidente en 2005 !

---

<sup>1</sup> Gérard Fuchs est directeur du Secteur Coopération internationale

Des résultats tangibles en matière de recul de la pauvreté constituent aujourd'hui la première mesure du succès. La décision la plus populaire, et aussi la plus connue en Europe, a été l'instauration de la fameuse « bolsa familia », sorte de RMI donné en échange de l'envoi à l'école de tous les enfants d'âge primaire et qui concerne plus de onze millions de foyers. Mais bien d'autres programmes ont aussi été lancés : contre la faim, pour l'aide aux étudiants des familles modestes, vers les municipalités et régions pauvres, les programmes « électricité pour tous » et « habitation populaire », etc... Aux yeux de tous, il est toujours apparu que le Président n'oubliait pas les premières années de sa vie et cela a permis au représentant des Sans-Terre au séminaire, d'abord en feignant l'indignation, puis en terminant avec le sourire, d'indiquer : « Ce gouvernement n'a pas fait la moitié de ce que nous attendions de lui ; mais nous n'oublions pas qu'un autre n'aurait rien fait ».

Autre résultat, fruit d'un deuxième mandat placé sous le signe de la hausse du prix des matières premières : une amélioration de la situation économique globale, résultant largement d'une politique d'inspiration très keynésienne : hausse de 30% du salaire minimum au début du mandat, puis lancement d'un « Programme d'accélération de la croissance (PAC) fondé notamment sur un vaste programme d'investissements publics (200 milliards de dollars), notamment dans les infrastructures. Les banques brésiliennes ayant su rester à l'écart de « produits dérivés » devenus avec la crise des « titres pourris », la situation d'aujourd'hui ne peut que faire rêver un européen : un taux de croissance pour 2010 démarrant sur un rythme de 9% et un taux de chômage actuellement de 7,4% !

Tous ces motifs de fierté ne rendaient en contraste que plus importante une note d'inquiétude également fort présente.

Inquiétude économique d'abord, car si la crise financière mondiale a relativement épargné le Brésil pour les raisons déjà indiquées (avec un taux de croissance en 2009 de « seulement » 0,3%), la crise économique, elle, apparaît demeurer une menace. Et, tristement pour nous, c'est l'avenir économique de l'Europe qui est la principale préoccupation. L'Union européenne reste aujourd'hui et de loin le premier partenaire commercial du Brésil avec 22% de ses exportations. La faible croissance prévue chez nous, qui résulte à la fois de l'insuffisance des plans de relance des Etats membres, de l'absence de coordination entre eux, de l'inexistence d'une politique économique de la zone euro et, plus largement, de l'incapacité institutionnelle à décider de l'Union, risque de peser sur les exportations du Brésil non seulement en volume mais aussi en valeur si la faiblesse de notre demande a pour effet de limiter le prix à venir des matières premières ! Le conseiller que j'étais, devenu conseillé, a donc été vivement prié d'expliquer en rentrant chez lui quelle allure pouvait avoir un plan d'accélération de la croissance et l'urgence d'en mettre en œuvre en Europe. J'ai promis, sans difficulté évidemment, tout en indiquant que la meilleure chance à mes yeux résidait dans le retour au pouvoir d'un nombre suffisant de gouvernements de Gauche!

Inquiétude sociale ensuite, car les progrès accomplis dans ce domaine ne masquent à personne le chemin qui reste à parcourir. Le président de la Fondation Perseu Abramo, en me faisant parcourir les *favellas* de la banlieue dont il avait été le maire, me faisait remarquer qu'il n'y avait plus que de « petites » *favellas*, entrecoupée de zones de logements simples mais en dur. Son inquiétude était qu'une moins bonne situation économique ne conduise à une réduction des dotations d'Etat qui rendaient possibles les programmes de relogement.

Dans un tout autre registre alors, la dernière note que je souhaite mentionner concernant le bilan est fournie par la politique extérieure, domaine où transparait plus qu'ailleurs la diversité de la coalition qui constitue la majorité présidentielle.

Un premier trait dans ce domaine, à mes yeux dans son principe sympathique, est le rejet affirmé de toute forme d'hégémonie américaine, en Amérique latine bien sûr mais à l'extérieur aussi. On trouve là de façon bien compréhensible, comme dans la plupart des pays de la région, le souvenir toujours vivace et parfois vécu du soutien apporté par les USA à des dictatures militaires qui emprisonnaient et torturaient les militants de gauche au seul prétexte de la guerre froide ! Le refus viscéral de toute forme d'intervention américaine, que ce soit au Honduras, en Haïti ou en Colombie, ne peut alors qu'être partagé. Lorsque émerge l'affirmation par certains que l'administration Obama a déjà décidé d'une guerre contre l'Irak comme l'administration Bush avait décidé d'une guerre contre l'Irak, il peut devenir nécessaire de réagir : si un lobby en ce sens s'agite sans aucun doute à Tel Aviv et à Washington, rien n'indique fort heureusement que le nouveau président américain adhère à ce courant de pensée ! Et un axe éventuel Ankara-Brasilia-Téheran, même présenté comme un axe sud-sud pour contrer les Etats Unis, ne doit pas aveugler sur la nature du partenaire iranien !

Une deuxième priorité, conséquence logique du point précédent, est la volonté de créer une Communauté latino-américaine, structurée à l'image de l'Union européenne. Passons sur les limites du modèle, que soulignent avec cruauté les réalités actuelles. L'expérience en cours apparaît en tout cas très intéressante. Passer du Mercosur<sup>2</sup> à l'Unasur<sup>3</sup> ressemble étrangement à l'élargissement à l'Est que nous avons connu en Europe et parfois, semble-t-il, c'est le Brésil à son tour qui est dénoncé comme puissance hégémonique voire manipulatrice par les plus petits des nouveaux pays ! Reste qu'entre l'idéal fédéraliste sous-jacent au projet et les mises en commun de souveraineté qu'il implique, existe un saut mental et politique qui ne semble pas plus facile à assumer en Amérique latine que chez nous !

En dehors de cette dimension extérieure, j'ai peu mentionné jusqu'ici les débats sur les insuffisances du bilan car ce sont elles qui, fort logiquement, se sont retrouvées dans les échanges liés au projet. Six points ont particulièrement retenu mon attention, soit du fait de leur intérêt pour nous, soit du fait des réactions de la salle.

Dans la première catégorie, j'ai été particulièrement fasciné par un débat sur les racines culturelles des inégalités, dans ce pays aux populations si diverses et si mélangées qu'est le Brésil. Une loi vient d'être votée, qu'il s'agit maintenant d'appliquer, sur l'introduction dans les programmes d'éducation d'éléments de l'Histoire des civilisations précoloniales en Afrique et en Amérique : le but est clairement de revaloriser à leurs propres yeux des populations issues de l'esclavage ou refoulées dans l'arrière pays lointain. Et je me suis dit que la transposition en France d'une loi de ce genre pouvait apporter autant que tous nos « plans banlieues » ! De même, concernant la question de la sécurité : les principales victimes de la violence à Rio par exemple, sept morts sur dix, sont des jeunes, voire des très jeunes ! Cela a engendré un débat passionné sur la nécessité d'accroître les activités péri et

---

<sup>2</sup> Formé par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay puis rejoints par le Chili.

<sup>3</sup> Le Mercosur plus les Etats de la Communauté andine, plus sans doute les Etats de l'Amérique centrale.

post scolaires. Enfin, parce que la population du Brésil commence à vieillir, un autre débat sur la question des retraites m'a ramené pour quelques instants en France : faut-il tenir compte de l'âge ou du nombre d'années de travail ; comment mesurer la pénibilité du travail, etc.

Plus spécifiques au Brésil (encore que...) ont été de très vives discussions sur l'agriculture d'exportation (qui soulève des problèmes écologiques (déforestation), de santé (la plupart de ces produits sont des OGM), et surtout sociaux (les immenses domaines qui leur sont consacrés échappent à toute perspective de redistribution de terres), sur le personnel judiciaire, resté semble-t-il très conservateur dans son recrutement et, par là même, dans son interprétation des lois et sa propension à négliger la dimension sociale des lois nouvellement votées), sur la réduction des inégalités entre régions enfin (politique jugée encore très insuffisamment dotée financièrement).

Alors qu'une nouvelle campagne présidentielle est engagée, marquée par la non candidature de Lula qui achève son dernier mandat présidentiel constitutionnellement autorisé, des interrogations s'élevaient il y a encore quelques mois : la candidate pressentie, Dilma Rousseff, malgré un passé militant admirable dans la lutte contre la dictature, allait-elle pouvoir assurer le relais, dans un environnement médiatique acquis à la droite et déchainé qui, ne pouvant s'attaquer à un Lula au faîte de sa popularité, se plaisait à mettre en question les capacités politiques de Dilma ?

Au moment du déroulement du séminaire cependant, ces interrogations apparaissaient en voie de dépassement : aucune hésitation militante sur la question, même en privé ; un engagement accru de Lula au côté de Dilma, qui aide à faire connaître la candidate au plus grand public ; une situation économique au moins provisoirement de rêve ; et surtout, la conviction fantastique, nourrie du bilan, que la voie du libéralisme économique, avec son cortège d'inégalités inacceptables, que cette voie n'est pas la seule possible et que le Brésil, poussé par la jeunesse et la dynamisme de son peuple, est en train d'engager la création d'un nouveau modèle de développement, prioritairement soucieux de la dignité des hommes !

Les conditions d'un nouveau succès de la gauche brésilienne semblent ainsi en place. Leur nature - jeu collectif responsable des dirigeants, élaboration d'un projet mobilisateur, et surtout, souci d'un lien permanent avec le mouvement et les réalités sociales du pays - me paraît devoir mériter réflexion chez nous, à l'approche de nos propres échéances décisives !